

# L'ILLUSION méditerranéenne

## Jean-Pierre Bensimon

---

Professeur de sciences sociales,  
consultant en organisations,  
président d'une association  
dédiée à la défense  
contre la désinformation.

**N**icolas Sarkozy ne perd pas une occasion de se dire « l'ami d'Israël ». Dans le lexique officiel des relations internationales, le sanctuaire de la « langue de bois », on associe le terme « ami », usé jusqu'à la corde, à une gamme de situations qui exclut à peine l'ouverture des hostilités. Ce n'est qu'une posture. En même temps, Nicolas Sarkozy n'a pas été élu pour être « l'ami d'Israël », un Etat qui a ses propres aspirations, ses propres contraintes et son propre avenir, mais pour défendre les intérêts français. On verra que c'est une approche surannée de ces intérêts, condamnée par l'échec magistral de l'ère chiraquienne, qui a tôt fait de transformer « l'ami d'Israël » en un père fouettard, autoritaire et accusateur. A travers les positions qu'il a multipliées sur le conflit israélo-palestinien, surtout depuis que le « processus d'Annapolis » a pris de la consistance, le sens véritable que donne le président français à ses élans d'amitié est aisément accessible. La question n'est pas un aspect secondaire ou marginal de sa politique générale. En effet, derrière le conflit proche-oriental se dessine en creux la politique arabe de la France. En tant que colonne vertébrale de la politique étrangère toute entière depuis plusieurs décennies, cette politique est un facteur déterminant de l'organisation sociale, de la stabilité et de l'avenir du pays lui-même.

## Sarkozy face à Israël : critiques et injonctions

On n'entrera pas ici dans le débat absurde qu'avait introduit Pascal Boniface sur le thème : « A-t-on le droit de critiquer Israël ? ». Le droit que s'arrogent les cohortes d'adversaires d'Israël en France depuis plusieurs décennies n'est pas de critiquer mais de donner des coups, pas de penser mais de brouiller la réalité. La question de Boniface est d'autant plus inepte qu'Israël, critiqué jusqu'à plus soif, ne se présente pas comme un bloc, est le siège des courants d'opinion les plus contradictoires, sauf peut-être sur un point : tenter quand même de survivre. On ne s'interdira pas de critiquer ici la politique israélienne du président français, non pas parce qu'il est lui-même un critique, mais parce que ses positions encouragent le bellicisme palestinien plutôt que la paix, l'obscurantisme plutôt que l'émancipation arabe, au détriment d'intérêts bien supérieurs. Le discours tenu par Sarkozy postule que la solution du conflit israélo-palestinien existe et que nul ne l'ignore : il s'agit de « deux États... deux États-Nations vivant côte à côte dans la paix et la sécurité à l'intérieur de frontières sûres et reconnues ». Et il poursuit : « Nous connaissons le contenu détaillé de cette solution à travers les paramètres Clinton et le legs de Taba »<sup>1</sup> Il faut comprendre que les blocages sont artificiels et imputables à la mauvaise volonté des protagonistes. A ce stade de sa réflexion, le président aurait pu se souvenir que ce même Clinton qu'il se plaît à citer, écrivait dans *Le Monde* du 5 janvier 2002 : « en décembre 2000, les États-Unis ont proposé un accord qui, dans les termes les plus définitifs, instaurait un État palestinien (Cisjordanie et Gaza) et garantissait la protection des intérêts palestiniens et musulmans à Jérusalem et sur le mont du Temple. Israël avait accepté ce plan, mais l'OLP a dit non ». Malgré cette précieuse indication, la « voix de la France » n'a pas jugé bon de s'interroger sur la véritable détermination des Palestiniens. Elle préfère mettre en exergue « l'injustice faite aux Palestiniens », exiger des « gestes et des initiatives », refuser la « complaisance » vis-à-vis d'Israël pour un « strict équilibre » dans la condamnation de ceux qui rendent impossible la vie dans tout le sud de ce pays en tirant unilatéralement des missiles sur la population civile, et des timides gestes de défense de l'état juif.

## L'injustice faite aux Palestiniens

« La justice c'est que les Palestiniens retrouvent un pays, construisent un Etat ». Telle était la parole du président devant l'assemblée générale de l'ONU, le 25 septembre dernier. L'idée est reprise dans une autre formulation le 17 décembre devant la Conférence des donateurs à Paris « ... le temps est venu... de permettre à tout un peuple de retrouver sa dignité » pour se transformer en fulgurance le 5 décembre en Algérie : « Je lance un appel au peuple d'Israël pour

qu'il n'inflige pas au peuple palestinien la même injustice que celle qu'il a subie lui-même pendant tant de siècles. »<sup>2</sup>

Bien qu'il se livre là à une très grave diffamation, – l'intention israélienne prétendue de « génocider » les Palestiniens –, il faut tout d'abord rassurer le président sur le risque encouru par le peuple palestinien de subir ce que les Juifs ont subi dans leur histoire. Les Juifs ont perdu environ un tiers de leur masse démographique totale dans le seul épisode de la Shoah. Après plusieurs millénaires de présence dans les terres d'Orient, conquises bien plus tard par les tribus venues du Hedjaz, le nombre de Juifs réfugiés des pays arabes avant la quasi extinction de cette présence il y a quatre décennies s'élevait à moins d'un million. En regard, les contacts de leur société avec les Juifs n'exposent pas vraiment les Palestiniens à des pertes démographiques redoutables. Avant la création de l'état hébreu, les progrès de la population palestinienne étaient particulièrement importants dans les zones d'implantation des nouveaux immigrants juifs. Les réfugiés de la guerre de 1948 sont passés de 700 000 à plus de 4 millions en moins d'un demi-siècle. Gaza bat des records mondiaux de fécondité avec plus de 5 enfants par femme depuis plusieurs dizaines d'années. Visiblement, une équation un peu énigmatique corrèle plutôt la présence juive à une multiplication impressionnante des effectifs palestiniens.

Revenons à la « justice ». Puisque pour Nicolas Sarkozy il a injustice, cette injustice est imputée sans détour à Israël pour son entrave supposée à la création de l'Etat-solution palestinien. Il convient de rafraichir encore une fois le discernement du président. Un Etat a été proposé aux Palestiniens en 1937 par une Commission anglaise conduite par Lord Peel. Bien que très avantageuse pour eux, – les Juifs avaient droit à un confetti –, ils ont refusé la proposition. Une seconde proposition est venue de l'ONU en 1947. Ils l'ont refusée. Une troisième en 2000, à Camp David puis à Taba quelques mois plus tard, comme l'atteste clairement Bill Clinton qui était aux premières loges. Ils l'ont refusée. A chaque refus ils ont pris les armes, étendant toujours l'échelle des violences. Le scénario se reproduit encore sous nos yeux : le « désengagement » israélien de Gaza de 2005 équivalait à leur octroyer une souveraineté locale, un petit Etat. L'effet tangible de cette démarche s'est résumé à des pluies de missiles, l'enlèvement de soldats et des opérations ininterrompues de harcèlement. Il semble que les Palestiniens soient excessivement irrités quand on leur parle d'Etat. Pour la cohérence de son discours, c'est un sujet dont l'ancien maire de Neuilly devrait se saisir.

En tant que véritable amateur de « justice », Sarkozy devrait peut être se poser aussi la question réciproque de l'injustice faite aux Israéliens depuis la création doublement légale de leur Etat (Israël est le seul Etat au monde dont la légalité

ait été ratifiée par un mandat de la Société des Nations, puis par une décision de l'ONU). L'Etat de ce petit peuple qui va avoir 60 ans a subi des offensives ininterrompues sur tous les fronts, tout au long de son histoire ; il a été cruellement frappé par les vagues d'attentats-suicide palestiniens depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Désormais des ennemis particulièrement féroces s'activent contre lui au Liban, en Syrie, à Téhéran. Et il continue pourtant de s'adonner aux délices de la démocratie, de bâtir et d'innover, malgré le doigt accusateur de grands humanistes. Une hémiplegie communicative interdit que l'on évoque pour le peuple de ce pays-là la moindre injustice.

De même, le président français a bien besoin de compléter son information sur le sens que prennent les termes qu'il emploie dans les sociétés auxquelles ils s'adressent. Que veulent dire « l'injustice » et la « justice » dans le monde arabo-musulman ? L'ancien secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali nous en donne une illustration. <sup>3</sup> Il fut chargé en 1955 de rédiger pour une conférence arabe, une résolution demandant l'indépendance de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie. Un certain cheik al-Bakhoury, membre très religieux et très progressiste de l'équipe de Nasser, lui enjoignit d'ajouter l'Andalousie. Devant la réticence du rédacteur, le cheik donna le fin mot de l'histoire : « Que voulez-vous dire ? Est-ce parce que cette région nous a été enlevée il y a cinq siècles que nous devrions y renoncer ? Le temps ne fait rien à l'affaire : il s'agit d'un principe de justice. » En entendant parler d'injustice faite aux Palestiniens, les plus extrémistes d'entre eux comprennent que Nicolas Sarkozy appuie leur exigence de récupération de toute la terre qui a été un jour une terre d'Islam, c'est-à-dire la suppression d'Israël. Ils en tirent encouragement et force pour continuer leur guerre, pas pour aller vers la paix.

### **Les gestes et initiatives demandés aux Israéliens**

La diplomatie française répète comme un leitmotiv aux Israéliens sa demande de « gestes ». Au cours de la conférence de presse qui suivait sa rencontre avec Hosni Moubarak au Caire<sup>4</sup>, Sarkozy a fait en sorte que tout le monde l'entende bien : « J'ai dit, à plusieurs reprises, y compris en ouvrant cette Conférence sur les donateurs pour l'État palestinien, que c'était le moment pour les Israéliens de faire les gestes... la France mettra toute son influence pour convaincre les Israéliens et les Américains des gestes nécessaires... Voilà le discours que j'ai tenu en disant aux Israéliens : faites les gestes maintenant... je dirai à mes amis israéliens que c'est maintenant qu'il faut faire les gestes... » On avait la posture un peu simiesque du lanceur de pierres de l'Intifada, et voila Israël commis de s'exprimer par des signes !

Les gestes que propose Sarkozy, ne sont ni plus ni moins qu'un alignement

strict sur les demandes de Mahmoud Abbas et une exigence d'obéissance d'Israël au détail de ses revendications.

Les demandes de Mahmoud Abbas sont de deux ordres. Il y a d'un côté ses positions sur le statut final, le fameux accord à l'horizon d'une année. Il exige à ce titre le retrait intégral d'Israël sur les lignes de 1949, la création d'un Etat de pleine souveraineté avec Jérusalem comme capitale, le retour des réfugiés sur le sol israélien, la continuité territoriale avec Gaza, etc., Mais il y a un second registre de revendications. Ce sont des demandes immédiates. Elles portent sur la libération des prisonniers, le gel des implantations, le retour d'institutions comme la Maison de l'Orient, siège d'une diplomatie clandestine à Jérusalem, le transfert des fonds bloqués, la disparition des check points, la réouverture des passages vers Gaza.

La liste des « gestes » espérés par Nicolas Sarkozy, exposée en introduction à la Conférence des donateurs du 17 décembre est un catalogue conforme des volontés de Abbas. Citons-le :

– « un Etat Palestinien » « souverain sur son territoire et ses ressources, contrôlant ses frontières », « disposant d'une continuité entre Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem Est »

– « Israël doit se retirer de la Cisjordanie », « le temps est venu de mettre fin à l'occupation »,

Par ailleurs

– « Les points de passage devront être rouverts pour favoriser la respiration de l'économie », « le gel complet et immédiat de la colonisation est une priorité », « les institutions palestiniennes de Jérusalem-Est, notamment la chambre de commerce, doivent rouvrir leurs portes »,

Nicolas Sarkozy a bien le droit d'épouser les thèses de qui il veut et de devenir un fervent disciple de Mahmoud Abbas. La question est d'évaluer à quelle sauce ces propositions mettent la viabilité d'Israël, les perspectives de paix et le destin des Palestiniens.

Quand on parle d'un Etat palestinien, la première question qui vient à l'esprit, c'est de savoir s'il sera sur le modèle suisse ou sur le modèle de Gaza. Qui ne souhaite pas des Palestiniens pacifiques vivant paisiblement aux côtés d'Israël ? Qui ne souhaite pas des Arabes gouvernés par des Arabes ? Mais la question poursuit son lancinant trajet. Et si c'était un Etat terroriste ? Pour être sur qu'il ne le sera pas, il faudrait, comme le prévoyait la feuille de route, que les milices terroristes aient été démantelées *avant* la création de l'Etat palestinien. Sarkozy n'en dit pas mot mais il précise « un Etat de droit... qui combattra les milices et imposera une seule force armée pour une seule autorité ». C'est-à-dire, puisqu'elles sont encore à combattre, que la création de l'Etat précède le déman-

tèlement des milices. Une voie directe vers le pouvoir du Hamas ou la transformation des Territoires en zone tribale.

Un Etat « souverain » dit le président français. Formule tautologique mais lourde de signification en réalité. Elle laisse entendre que cet Etat palestinien ne serait pas démilitarisé comme le prévoyaient les projets antérieurs qu'Abbas remet aujourd'hui en cause, et qu'il serait libre de toute obligation envers Israël sur la sécurité, la gestion de l'espace aérien, le contrôle de la Vallée du Jourdain, etc. Autant de menaces majeures sur la viabilité de l'Etat juif que Sarkozy écarte d'un revers de manche.

Il insiste par contre sur la continuité entre Gaza et la Cisjordanie. Ce qui signifie un passage réservé aux Palestiniens au cœur d'Israël. État palestinien continu, mais Israël discontinu. Dans le contexte actuel que l'on voit mal évoluer, la continuité signifierait le libre passage des légions de pacifiques philosophes du Hamas vers la Cisjordanie qu'ils n'ont pas encore conquise. Ils n'auront qu'à la ramasser. Futilités pour l'Élysée, peut-être. Dans le même mouvement la levée des barrages ou l'ouverture des points de passage vers Gaza sont autant de points de détail à résoudre par des « gestes » en vertu de la doctrine de la roulette russe que notre président offre aimablement aux Israéliens.

L'exigence de « fin de l'occupation » et de « retrait de la Cisjordanie » méritent aussi un bref commentaire. Les résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité de l'ONU prescrivent pour Israël des « frontières sûres et reconnues ». Ces résolutions sont-elles caduques aux yeux de l'Élysée, et Israël a-t-il un mot à dire sur ce qui est pour lui la « sureté » ? A-t-on étudié dans les cénacles du faubourg Saint-Honoré les implications de l'absence de profondeur stratégique de l'Etat juif et la définition pour cet Etat de frontières défendables, conformes aux principes des résolutions de l'ONU ? Il semble que non, et cette légèreté fait bon marché, nous nous répétons, de la viabilité de l'Etat juif et de la vie de ses courageux habitants.

### ... et aux Palestiniens

Il faut noter que face à l'exigence de « gestes » d'Israël, formulée avec véhémence au nom des plus saintes valeurs, Sarkozy présente aussi des requêtes aux Palestiniens. Mais ces dernières se résument à des abstractions, et comportent si peu de contraintes qu'elles ne risquent jamais d'écorcher l'oreille susceptible du président palestinien. C'est ainsi que l'on parle d'un Etat « démocratique », qui soit un « partenaire fiable pour ses voisins », assurant « la sécurité de ses citoyens », faisant « respecter la loi et l'ordre », « prenant à bras le corps le problème de la sécurité ». Mais rien n'est dit sur le système d'obligations et de contrôle qui contraindrait le groupe Abbas à tenir ses engagements.

D'autant que de nombreux indices font douter de l'abandon par ce groupe des vieux espoirs extrémistes d'en finir avec toute espèce de pouvoir juif en Palestine. Il y a deux semaines, Abbas a réagi à l'élimination de miliciens du Hamas par Israël en riposte aux tirs de missile sur le sud de son territoire, en décrétant un deuil national de trois jours, alors que c'est sur lui que repose en principe le démantèlement des structures terroristes. Il vient à nouveau de mettre tous les drapeaux en berne pour trois jours en hommage à Georges Habache, chef Front populaire de libération de la Palestine, parmi les vieux terroristes les plus violents et bornés du cru. Il a tenté d'obtenir que Georges W Bush en visite à Ramallah s'incline sur la tombe d'Arafat. Il continue d'honorer les « shahids » et autres figures éminentes du naufrage palestinien au lieu d'en avoir honte. C'est le signe le plus troublant qu'il s'inscrit dans la continuité des mythes éradicateurs d'Israël. En faisant fi de ces réalités, Nicolas Sarkozy exonère Abbas de véritables engagements à tenir tout en ordonnant une démarche de concessions unilatérales plutôt suicidaire à Israël.

Il n'est pas inutile de se demander ce que pensent les Palestiniens de cette monumentale sollicitude pour leur statut « d'occupés » et cette indifférence tout aussi gigantesque en réalité pour la sécurité de la société livrée aux factions où ils sont plongés. Une étude d'opinion de novembre 2007 réalisée par un organisme de sondage palestinien sérieux, le Near East Consulting<sup>5</sup>, nous fournit des informations précieuses sur la hiérarchie des préoccupations des habitants des Territoires aujourd'hui.

– 58,7 % évoquent comme première préoccupation l'absence de sécurité et les luttes internes pour le pouvoir

– 28 % évoquent comme première préoccupation les problèmes de ressources économiques

– 5,4 % évoquent comme première préoccupation l'occupation des Israéliens

Ces données démontrent que la fameuse « occupation » est une donnée tout à fait mineure de la vie quotidienne des Palestiniens<sup>6</sup> en regard de la sécurité, secteur où la magistrature d'Abbas a essuyé un cinglant échec. C'est le fruit de son incompétence, de son indifférence, et de la complaisance des Occidentaux qui se sont interdit eux-mêmes toute critique, sous l'empire des passions chi-raquiennes et des hésitations américaines. La propagande dénonce les souffrances de l'occupation quand elle émane des islamistes, des dictatures corrompues, de l'Europe et de l'extrême gauche occidentale ; par contre les Palestiniens souffrent en réalité des milices, des terroristes, des clans, et autres expressions de la « nation palestinienne », en un mot de l'incurie des factions extrémistes installées au pouvoir par Oslo.

C'est pour cela que les Palestiniens de Jérusalem, terrorisés par la perspective

d'un passage sous l'autorité de Ramallah multiplient les demandes de nationalité israélienne <sup>7</sup>, ce qui écorne aussi les envolées présidentielles sur la demande dignité des « Palestiniens occupés », un décalque du discours de propagande arabe.

Il faut souligner ici la convergence entre la demande israélienne de sécurité et le pathétique désarroi des Palestiniens du peuple. Les services de police et les groupes dépendant d'Abbas sont au centre de la violence endémique du paysage palestinien dont on se plaint des deux cotés de la Ligne verte. Ces services sont les auteurs d'une tentative d'assassinat sur le premier ministre israélien, rien moins, en août dernier. Ils ont tué un père de famille de 29 ans Ido Zoldan le 26 novembre puis deux jeunes permissionnaires en excursion le 28 décembre, Ahikham Amichaï 20 ans et David Rubin 21 ans de nationalité française. Le lendemain Abbas et Fayyad proclamaient la dissolution des Brigades des martyrs d'Al Aqsa qui démentaient dans la foulée toute liquidation. Le 25 janvier elles s'illustraient via une de leurs filiales dans un exercice dont elles ont le secret, tuant un garde frontière au hasard à Jérusalem et poignardant les pensionnaires d'une institution religieuse à Kfar Etzion. Les auteurs des coups de poignards étaient deux prisonniers récemment libérés dans le cadre des « gestes » si chers au président de la République.

En tout état de cause les Occidentaux se gardent bien de demander des comptes sérieux au groupe Abbas sur ses réalisations en matière de maintien de l'ordre. L'emprise des terroristes est pourtant la première atteinte à toute perspective de paix et non « la colonisation » comme le déclarait brutalement Bernard Kouchner en déplacement à Ramallah. Face à cette passivité, les Américains créent et entraînent eux-mêmes des unités de police nouvelles.<sup>8</sup> Mais le problème n'est pas seulement leur professionnalisation, c'est celui du système idéologique haineux et belliciste dans lequel ils baignent à longueur de temps.

### Les médias en roue libre

Il y a sûrement des phénomènes de transmission de pensée entre le pouvoir et ce noyau des grands média qui dispensent les messages de politique internationale au grand public. La télépathie fait tant et si bien que dès que le président a besoin de faire pression sur Israël pour promouvoir un projet à grand spectacle comme la conférence des donateurs à Paris, ou un voyage à l'étranger, les articles de presse, les reportages et les débats radiophoniques et télévisés se font féroces avec Israël. C'est le côté sordide de la conduite politique car avec ces messages de haine primaires on creuse des antagonismes lourdement assaisonnés d'antisémitisme qui agiront longtemps.

Il fallait lire des articles comme celui de Georges Malbrunot <sup>9</sup>du 17 décembre



2007 dans un grand média, le jour de l'ouverture de la Conférence des donateurs, pour sentir sous la plume du français du XXI<sup>e</sup> siècle le parfum des techniques expérimentées par Goebbels ou Jdanov il y a soixante ans. Vous voulez vous faire une idée de la situation au Proche-Orient ? Voici : « Port de Gaza, détruit par Israël. Aéroport de Gaza, bombardé par Tsahal. Laboratoire antiterroriste palestinien, réduit en poussières par les missiles de l'État hébreu... » Un témoin ? « ... un ancien responsable d'un de ces projets européens anéanti par l'État hébreu... » Une analyse ? : « Nous ne sommes pas pauvres à cause d'une catastrophe naturelle, mais parce que nous vivons sous occupation »

Il fallait entendre sur France Info Frédéric Barrère déplorer à Noël l'existence du mur de sécurité qui aurait empêché aujourd'hui les Rois Mages de rejoindre Jésus le soir de sa naissance. Il fallait l'entendre relayer Mrg Sabbah selon qui « tant que l'Etat a une seule religion, cela veut dire que les autres religions sont discriminées », formule inepte et abjecte à la fois en réponse à la demande de reconnaissance d'Israël comme Etat juif. Il fallait l'entendre constater vicieusement qu'à Jérusalem 80 % des espaces verts, des bancs publics sont concentrés dans la partie juive de Jérusalem.

Si l'on devait passer en revue les innombrables messages véhiculés par les grands média français en novembre au moment d'Annapolis, en décembre au moment de la conférence de Paris et en janvier au moment de la crise de Gaza, on aurait une illustration actualisée et à peu près exhaustive des thèmes des Protocoles des Sages de Sion.

### **La valeur de la carte « Abbas »**

Nicolas Sarkozy s'est beaucoup dépensé pour soutenir Mahmoud Abbas et son second Salam Fayyad. Il a organisé tambour battant en décembre une Conférence de donateurs à Paris pour signer le « retour » de Paris dans les affaires du Proche-Orient. Mais son action était inscrite dans l'initiative Bush/Rice pour contenir l'extension du Hamas après sa prise de contrôle de la Bande de Gaza de juin 2007.

Il y a trois idées au centre de cette initiative : la première est de consolider ce qu'il reste de pouvoir des « modérés » palestiniens. Pour cela, il faut d'un côté créer artificiellement une situation de prospérité économique qui pousserait les Palestiniens à se détourner du Hamas, et de l'autre « un horizon politique » pour combler leurs aspirations nationales supposées. Ces hypothèses sont toutes contestables.

C'est l'action discrète et opiniâtre des forces israéliennes qui a contenu à ce jour la poussée du Hamas en Cisjordanie. On ne s'assied pas sur des baïonnettes mais pas non plus sur des sables mouvants. La contradiction entre le groupe

Abbas et le Hamas porte davantage sur des différences de culture clanique que sur une vision de l'avenir. Les uns et les autres ont en commun l'aspiration islamique à la disparition d'Israël, le sentiment de la supériorité islamo-arabe et un mépris abyssal pour l'Occident.

L'idée que le mieux être économique puisse modifier les orientations politiques du monde arabe est une autre ineptie. Dans ces systèmes de dictature et de théocratie, l'individu tel qu'il a émergé des Lumières est un non sens : tout est subordonné aux intérêts incroyablement égoïstes des castes dominantes et au règne au moins formel de la charia du Prophète. Tant que ces castes peuvent vivre de corruption, de détournements, de rentes diverses, elle assureront la stabilité politique, c'est-à-dire la reproduction de leur position dominante. Les fonds occidentaux levés avec enthousiasme par le président français ne feront que consolider cette organisation sociale. Ce que ces flux financiers apporteront au petit peuple, outre la satisfaction des besoins minimaux, ce sera un système encore perfectionné de propagande et d'incitation à la haine des Juifs et de l'Occident, et les moyens du passage à la pratique, du jihad. Bouter les Infidèles dehors restera le motif le plus puissant qui ralliera davantage les catégories relativement aisées et cultivées de la population plutôt que le fellah misérable.

Enfin, l'horizon politique ouvert à travers la création au forceps d'un Etat que les Palestiniens ne désirent que parce que ce sera le moyen de faire reculer Israël et de le déstabiliser, est un horizon de guerre et non de paix. La furia jihadiste et l'extrémisme s'alimentent avant tout des espaces que lui ouvrent les moyens financiers octroyés par l'Occident et la conviction que ces mêmes Occidentaux approuvent leur combat contre Israël. La mise en cause incessante d'Israël par les pouvoirs occidentaux est l'espoir et l'oxygène du jihad palestinien. Associer Abbas à l'instauration d'une véritable paix est aussi absurde du fait son incompétence notoire comme homme d'Etat que de son engagement personnel indéfectible sur la voie de son maître Arafat, avec un style plus souple.

Mais Abbas ne vaut-il pas infiniment mieux que le Hamas, et ne demeure-t-il pas la dernière chance toute alternative au Hamas et au chaos ? Il y a un consensus occidental sur cette idée et elle justifie les égards et les moyens extraordinaires qu'on lui prodigue.

A court terme il est vrai que Abbas incarne une forme d'auto-administration palestinienne ouverte au dialogue avec l'Occident. Mais à plus long terme sa détermination absolue de préserver l'héritage d'Arafat et les mythes sanguinaires du courant radicalement opposé à la présence juive auquel il a consacré sa vie, pavent la voie d'une perpétuation sans fin de la relation d'hostilité et d'affrontement, le terreau des milices et des Hamas de demain. En investissant toute

leur mise sur Mahmoud Abbas, les Américains et accessoirement les Français maintiennent les conditions d'un glissement continu vers un approfondissement des antagonismes.

La solution alternative serait d'identifier les grands facteurs de guerre et de les affronter. Il s'agit du conditionnement à la haine de la population auquel se vouent fondamentalement les institutions non militaires de l'Autorité palestinienne, et des forces terroristes autochtones ou liées à l'étranger. Au lieu de miser perpétuellement sur l'apaisement et échouer toujours, ce sont ces deux facteurs qu'il faut affronter avec une détermination totale pour dégager un véritable horizon politique, non seulement dans le périmètre de l'ancienne Palestine mais dans la région entière. Le soutien à Israël ouvrirait une opportunité unique d'y parvenir.

### **La politique méditerranéenne de Nicolas Sarkozy.**

Évoquant Sarkozy, Georges Malbrunot cité plus haut nous le dit : « ... six mois après son élection, l'inquiétude sur ses amitiés américaine et israélienne a été en partie dissipée [pour les dirigeants arabes] : "Il n'y aura pas de rupture avec la politique de Jacques Chirac au Moyen-Orient", se félicite un ambassadeur arabe à Paris ». <sup>10</sup>

Effectivement, Nicolas Sarkozy a entrepris une série de voyages dans les pays arabes. C'est au cours de ces voyages qu'il a décoché ses flèches les plus acérées contre Israël, particulièrement à Constantine et au Caire. C'est au cours de sa conférence des donateurs, où les pays arabes étaient nombreux, qu'il a présenté ses propositions pour la Palestine alignées sur le détail des revendications de Mahmoud Abbas.

Le lien entre la mise en cause d'Israël et la recherche des faveurs arabes est tout à fait patent. Il faut dire qu'en la matière Sarkozy n'innove pas vraiment. Ne déclarait-il pas lui-même le 26 janvier, en conclusion de son déplacement en Inde : « Mon but n'est pas de définir une politique contraire à celle de Jacques Chirac. Mais je la conduis avec un style différent » <sup>11</sup>

Les déplacements vers les pays arabes ont permis de mieux cerner les intentions présidentielles : elles se déclinent dans trois directions :

- vendre aux Arabes les rares produits de haute technologie que la France peut encore offrir à l'issue des présidences désastreuses de Mitterrand et de Chirac : essentiellement des centrales nucléaires et des TGV. Les ventes d'armes qui étaient une des spécialités nationales sont de plus en plus difficiles du fait d'un retard technologique croissant, comme en témoigne l'échec du Rafale ;
- attirer les capitaux d'investissement arabes en France : il fallait entendre le président vanter les atouts de la France lors de la Rencontre Économique Franco-

Saoudienne à Riyad le 14 janvier : « la France a trop souvent l'attention de la presse internationale, lorsqu'il y a des grèves ou des conflits sociaux. Je suis venu vous dire que cela change, que cela bouge, les syndicats et les employeurs en France apprennent à devenir des partenaires. La rigidité des relations sociales en France c'est l'image du passé... Si la France occupe le 3<sup>e</sup> rang mondial pour l'accueil des investissements étrangers, il y a bien une raison. Si la bourse française est le marché financier européen le plus internationalisé avec près de 47 % du capital du CAC 40 détenus par des investisseurs étrangers, il y a bien une raison... Chers amis d'Arabie Saoudite, vous êtes les bienvenus. » Ce qu'il y avait de pathétique lors de cette démonstration, c'est que les représentants des forces économiques saoudiennes ne s'étaient pas déplacés et que l'audience était réduite à sa plus simple expression.

– rendre à la France un grand leadership : Sarkozy dit souvent qu'il veut faire de la France « un pont entre l'Orient et l'Occident ». La prééminence de l'Allemagne en Europe a réduit la France à un second rôle dans l'espace qui lui donnait naguère la stature d'un pays qui compte dans le concert des nations. Le projet d'Union méditerranéenne vise à donner à la France un nouveau champ de prééminence, surtout qu'à leur grand dam, l'Allemagne et le Royaume uni sont poliment écartés de l'entreprise.

Le calcul de Sarkozy est de s'ouvrir ce leadership en multipliant les prises de distances et les mises en causes diffamatoires d'Israël. Il devrait cependant intégrer dans sa réflexion un certain nombre de faits :

– les politiques arabes conduites par la France depuis 40 ans ont eu des résultats économiques désastreux, le pays le plus lié à la France, le Maroc, se tournant aujourd'hui vers les États-unis avec lequel il a signé un accord de libre échange. En fondant les échanges économiques sur des relations personnalisées, le rôle de l'Etat s'est renforcé au détriment de l'initiative d'entreprise réduite à attendre les retombées de la politique. La France s'est ainsi exclue des marchés porteurs du monde, qui ne sont pas les marchés arabes, et elle est devenue un partenaire secondaire des arabes eux-mêmes ;

– les politiques arabes ont contraint la France à accepter une immigration arabo-musulmane massive qui pose des problèmes considérables pour l'ordre public, les finances nationales et l'identité nationale. Il y a là un risque pour la stabilité politique du pays et ce risque ne peut que s'accroître si la France entreprend un nouveau cycle de séduction des dictatures et des théocraties qui recherchent la consolidation de l'influence de l'Islam en Europe, sur le long terme.

On ne séduit pas les Arabes avec les boniments qui font l'ordinaire des assemblées électorales où Nicolas Sarkozy excelle. Le président a du manger trois

fois son chapeau ces dernières semaines. En confirmant sa visite en Algérie, sans recevoir d'excuse pour l'insulte antisémite dont il avait été l'objet ; en recevant le chef libyen Kadhafi bien décidé à humilier notre pays, et qui est allé jusqu'à se moquer des Chrétiens qui croient à la crucifixion de Jésus sur le sol d'un pays aux « racines chrétiennes » ; en recevant tous les signes d'indifférence polie de l'Arabie saoudite.

Le projet le plus sérieux pour la France serait de sortir d'abord de la pente fatale ou les précédents tenants de la « politique arabe » l'ont entraînée, de moderniser sa société pour recoller avec les pays qui sont à l'avant-garde en s'assurant d'alliances pertinentes et solides, plutôt que de se lancer à corps perdu dans des projets comme l'Union méditerranéenne, qui évoquent la fable de la grenouille qui voulait se faire aussi grosse que le bœuf.

Son projet surtout devrait être de ne pas abdiquer toutes ses valeurs morales sous les pressions arabes. Dans son discours de Toulon du 7 février 2007 Sarkozy évoqua l'Enfant Grec de Victor Hugo.<sup>12</sup> Dans l'île de Chio ravagée par la guerre, l'enfant grec aux yeux bleus demandait « je veux de la poudre et des balles ». Le futur président disait alors son espérance : « ... quand l'enfant palestinien cessera de haïr l'enfant juif... » Le 17 décembre Nicolas Sarkozy réunissait à Paris pour le compte des Palestiniens des dons à hauteur de 7,6 milliards de dollar. On apprend aujourd'hui que la France, chargée de réunir la collecte, se réjouit que des versements soient déjà arrivés directement sur les comptes de l'Autorité palestinienne. Sans contrôle aucun de la destination de ces fonds. Quand on connaît l'usage qu'en a fait à ce jour cette Autorité, on peut avancer que Sarkozy vient de remettre à l'enfant palestinien de la poudre, des balles et bien pire encore. S'il n'a pas été élu pour être l'ami d'Israël, il l'a été pour défendre des intérêts et des valeurs françaises qui ne coïncident pas avec la guerre palestinienne d'éradication. C'est de cela qu'il devra en définitive rendre compte.

## notes

---

1. Discours devant la Conférence des ambassadeurs le 27 août 2007. Il reprendra cette formulation presque à l'identique dans son discours du 17 décembre devant la Conférence des donateurs à Paris.

2. Discours à l'Université de Mentouri, Constantine

3. *60 ans de conflit israélo-arabe Témoignage pour l'Histoire* Entretiens croisés entre Boutros Boutros-Ghali et Shimon Pérès par André Versailles Éditions Complexe 2006 p. 167

4. Le 30 décembre 2007

5. Ce sondage est réalisé tous les mois mais les données sont publiées avec un certain décalage : les

données de novembre 2007, les dernières, sont disponibles à l'adresse [http://www.neareastconsulting.com/surveys/all/p211/out\\_freq\\_q1.php](http://www.neareastconsulting.com/surveys/all/p211/out_freq_q1.php)

6. Aboutir à un gouvernement des Arabes par des Arabes nous paraît être toujours, à terme, une des conditions majeures d'une situation assainie

7. *De plus en plus d'Arabes de Jérusalem veulent obtenir la nationalité israélienne* par Dion Nissenbaum in McClatchy Newspapers 19 janvier 2008

<http://www.mcclatchydc.com/world/story/24962.html>

8. Une « Académie palestinienne pour les sciences de la sécurité » a été créée et financée par les États-Unis, l'Union européenne et plusieurs émirats arabes. « *Il est difficile d'être optimiste*, estime Mark Heller, un spécialiste israélien des questions de sécurité. *La réforme des services de sécurité palestiniens a déjà été annoncée à de nombreuses reprises sans que cela soit jamais suivi d'effets...* » Voir « *Le Fatah révisé sa sécurité* » Delphine Matthieussent, *Libération* du 26 novembre 2007

9. « *L'argent gaspillé de la paix* », *Le Figaro*

10. *Le pragmatisme de Nicolas Sarkozy a fini par rassurer les dirigeants du Moyen-Orient* Georges Malbrunot *Le Figaro* du 26 décembre 2007

11. *Sarkozy fête ses 53 ans et repart à l'offensive* Charles Jaigu *Le Figaro* 28 janvier 2008

12. La citation complète est la suivante. « *Beaucoup d'entre vous sans doute se souviennent du beau poème de Victor Hugo sur l'enfant grec de l'île de Chio ravagée par la guerre, qu'on apprenait jadis à l'école. Rappelez-vous : "Ami, dit l'enfant grec, dit l'enfant aux yeux bleus, je veux de la poudre et des balles."*

*Quand l'enfant grec cessera de détester l'enfant turc, quand l'enfant palestinien cessera de haïr l'enfant juif, quand l'enfant chiite cessera de maudire le sunnite, quand l'enfant chrétien tendra la main à l'enfant musulman, quand l'enfant algérien ouvrira les bras au Français, quand l'enfant serbe deviendra l'ami du Croate, la Méditerranée redeviendra le plus haut lieu de la culture et de l'esprit humain et elle pèsera de nouveau sur le destin du monde. »*